A firefighter's uniform and helmet are hanging on a wall. The uniform is brown with yellow and black reflective stripes. The helmet is red with a clear face shield. The background is dark and textured.

CONTRIBUTION A UN CADRE NATIONAL SUR LES CANCERS LIÉS À LA LUTTE CONTRE LES **INCENDIES**

Rapport « Ce que nous avons entendu »



Santé
Canada

Health
Canada

Canada

Santé Canada est le ministère fédéral responsable d'aider les Canadiennes et les Canadiens à maintenir et à améliorer leur état de santé. Santé Canada s'est engagé à améliorer la vie de tous les Canadiens et à faire du Canada l'un des pays où les gens sont le plus en santé au monde, comme en témoignent la longévité, les habitudes de vie et l'utilisation efficace du système public de soins de santé.

Also available in English under the title:
Informing a National Framework on Cancers Linked to Firefighting: What We Heard Report

Santé Canada
Indice de l'adresse 0900C2
Ottawa (Ontario) K1A 0K9
Tél. : 613-957-2991
Sans frais : 1-866-225-0709
Télééc. : 613-941-5366
ATS : 1-800-465-7735
Courriel : publications-publications@hc-sc.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du Chef du Canada, représenté par le ministre de la Santé, 2024

Date de publication : mai 2024

La présente publication peut être reproduite sans autorisation pour usage personnel ou interne seulement, dans la mesure où la source est indiquée en entier.

Cat. : H129-153/2024F-PDF
ISBN : 978-0-660-71969-6
Pub. : 240211

TABLE DES MATIÈRES

1	SOMMAIRE
3	APERÇU DE LA MOBILISATION
3	INTRODUCTION ET CONTEXTE
3	MÉTHODE DE MOBILISATION
8	CE QUE NOUS AVONS ENTENDU
8	LUTTE CONTRE LES INCENDIES AU CANADA
11	SENSIBILISATION ET ÉCHANGE D'INFORMATION
13	RECHERCHE ET COLLECTE DE DONNÉES
16	DÉPISTAGE ET TESTS DE DIAGNOSTIC
18	NORMES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL
19	PROTECTION DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL
22	GLOSSAIRE
24	RÉFÉRENCES
25	ANNEXE A – DOCUMENTS D'INFORMATION POUR LES ENTRETIENS AVEC LES INFORMATEURS CLÉS





De nombreux pompiers ont déclaré ne pas avoir accès à de l'information pratique sur la manière de se protéger des risques professionnels liés à la lutte contre les incendies, y compris l'exposition à des produits chimiques toxiques. »



SOMMAIRE

Conformément à la *Loi relative au Cadre national sur les cancers liés à la lutte contre les incendies* (la Loi), Santé Canada a lancé un processus de mobilisation ciblé afin de contribuer à l'élaboration d'un cadre national (le Cadre). Le Cadre favorisera la sensibilisation aux cancers liés à la lutte contre les incendies et à favoriser un meilleur accès à la prévention et au traitement du cancer pour les pompiers. Les pompiers et leurs organisations, les professionnels de la santé, les groupes de lutte contre le cancer, les chercheurs, les organisations autochtones et divers ordres de gouvernement ont participé au processus de mobilisation.

La diversité des participants a permis d'obtenir de l'expérience et des perspectives précieuses et de cerner les priorités et les stratégies clés pour lutter contre les risques de cancer chez les pompiers au Canada. Dans l'ensemble, les intervenants et partenaires ont exprimé leur soutien aux pompiers et leur volonté de s'attaquer à ce problème.

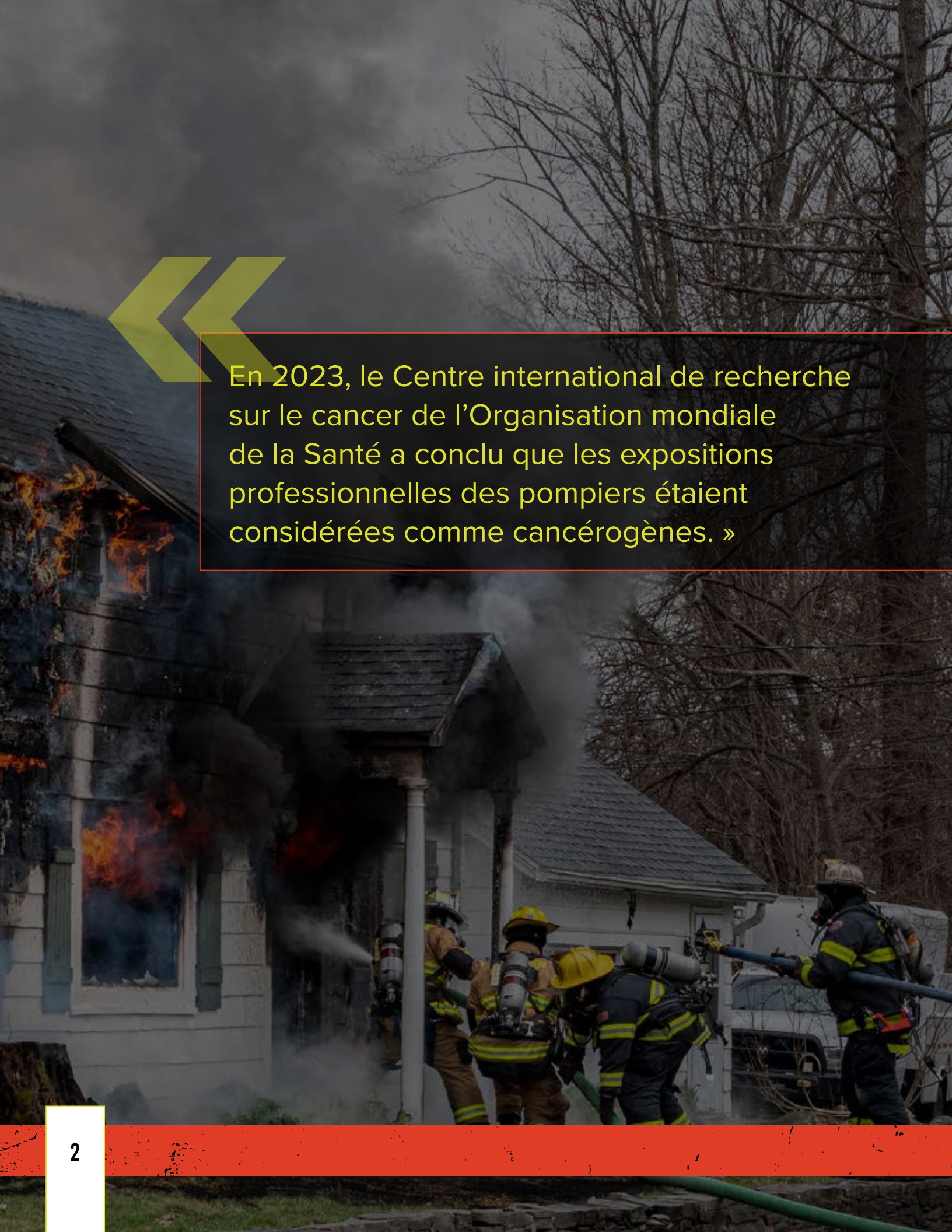
Les participants et partenaires ont souligné la nécessité de comprendre les divers besoins des pompiers canadiens, y compris les pompiers de bâtiments, les pompiers forestiers, les pompiers volontaires, les pompières et les pompiers autochtones, ainsi que les liens entre plusieurs de ces groupes. Cette diversité a une incidence sur l'accès à l'équipement, la formation, les normes en matière de santé et de sécurité, et les méthodes de protection contre les dangers. Selon les participants, les efforts de prévention du cancer doivent être inclusifs et offrir une reconnaissance équitable à tous les pompiers, y compris aux populations traditionnellement exclues.

Les intervenants ont souligné la nécessité de sensibiliser les différents groupes aux risques de cancer chez les pompiers. Les pompiers ont exprimé leur frustration face à leur expérience du système de santé, en particulier en ce qui concerne ce qu'ils perçoivent comme un manque de sensibilisation des médecins à leurs risques accrus de cancer.

De nombreux pompiers ont déclaré ne pas avoir accès à de l'information pratique sur la manière de se protéger des risques professionnels liés à la lutte contre les incendies, y compris l'exposition à des produits chimiques toxiques. Les participants ont souligné la nécessité de combler le fossé entre la recherche universitaire et les réalités pratiques sur le terrain.

L'une des principales préoccupations des pompiers du Canada est l'inégalité de la couverture présumée de l'indemnisation des accidents du travail. Les pompiers ont révélé les conséquences personnelles d'un diagnostic de cancer et la façon dont la navigation dans le système d'indemnisation des accidents du travail aggrave le stress financier et émotionnel auquel eux et leurs familles sont confrontés. Les pompiers et leurs organisations ont plaidé en faveur de l'échange d'information et d'une approche unifiée pour remédier à ces disparités.

Conformément aux exigences de la loi, ce processus de mobilisation a contribué à l'élaboration du Cadre, qui sera présenté au Parlement dans les 15 premiers jours de séance suivant le premier anniversaire de l'entrée en vigueur de la loi. Santé Canada remercie tous les participants de leurs contributions. Le présent rapport « Ce que nous avons entendu » donne un aperçu des principaux thèmes qui se sont dégagés des consultations qui ont eu lieu entre juin 2023 et janvier 2024.



En 2023, le Centre international de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la Santé a conclu que les expositions professionnelles des pompiers étaient considérées comme cancérogènes. »

APERÇU DE LA MOBILISATION

INTRODUCTION ET CONTEXTE

Le gouvernement du Canada élabore actuellement un cadre national de sensibilisation aux cancers liés à la lutte contre les incendies (le cadre). Il a sollicité l'avis de représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux responsables de la santé, d'administrations municipales, d'instances dirigeantes autochtones, de professionnels de la santé, de scientifiques et d'intervenants de la communauté des pompiers. Les participants ont été invités à partager leurs expériences et leurs points de vue dans le cadre d'entretiens avec des informateurs clés, d'ateliers, d'engagements bilatéraux et de groupes consultatifs. Ce processus d'engagement fait suite à l'exigence énoncée dans la *Loi sur le Cadre national sur les cancers liés à la lutte contre les incendies* (la Loi), qui a reçu la sanction royale le 22 juin 2023.

En 2023, le Centre international de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la Santé a conclu que les expositions professionnelles des pompiers étaient considérées comme cancérogènes (Centre international de recherche sur le cancer, 2023). C'est dans ce contexte que la Loi vise à sensibiliser aux cancers liés à la lutte contre les incendies, dans le but d'améliorer l'accès des pompiers à la prévention et au traitement du cancer.

Le présent rapport contient une description du processus de mobilisation entrepris par Santé Canada et un résumé des thèmes et des préoccupations des participants. Les opinions exprimées ici ne représentent pas nécessairement celles de Santé Canada ni le gouvernement du Canada.

MÉTHODE DE MOBILISATION

Entre juin 2023 et janvier 2024, Santé Canada a mené un processus de mobilisation ciblé afin de contribuer à l'élaboration du Cadre. Les pompiers et leurs organisations, les professionnels de la santé, les groupes de lutte contre le cancer, les chercheurs, les syndicats et les représentants des communautés autochtones ont participé à cette mobilisation. Les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi que d'autres ministères fédéraux, ont contribué à l'élaboration du cadre par l'intermédiaire de groupes consultatifs dirigés par Santé Canada qui ont été créés pour ce processus. L'inclusion de groupes qui ont été historiquement négligés et peu étudiés, tels que les Autochtones et les pompiers forestiers, a été un élément important du processus d'engagement.

Les participants ont fourni de l'information, des expériences et des perspectives précieuses sur les priorités et les stratégies de lutte contre les risques de cancer chez les pompiers au Canada. Santé Canada remercie tous les participants de leurs contributions.

Entrevues d'informateurs clés auprès d'experts sur le terrain

Douze entrevues avec des informateurs clés ont été menées auprès de divers partenaires et intervenants du secteur, notamment des associations et des syndicats de pompiers, des organismes de recherche, des conseils de lutte contre les incendies autochtones et des professionnels de la santé. Les entrevues ont été menées selon une approche semi-structurée; les entrevues ont commencé par une série de questions de base, qui ont ensuite été adaptées au besoin pour se concentrer sur les domaines d'expertise particuliers de chaque informateur.

Les informateurs clés ont été identifiés en fonction des critères suivants : organisations clés de pompiers, experts en matière de santé des pompiers et chefs de file en recherche et en traitement du cancer chez les pompiers. Les personnes interrogées devaient avoir de l'expérience dans les domaines qui seront couverts par le Cadre, tels qu'ils sont définis par la loi. Des invitations ont été envoyées aux informateurs clés et des documents d'information leur ont été fournis après acceptation (annexe A).

Des représentants des organisations suivantes ont participé aux entretiens avec les informateurs clés :

- Association internationale des pompiers (AIP)
- Association canadienne des chefs de pompiers (ACCP-pompiers)
- Centre de recherche sur le cancer professionnel (CRCP)
- Centre interservices des feux de forêt du Canada (CIFFC)
- Conseil national autochtone de la sécurité-incendie
- Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC)
- Université de l'Alberta
- Firefighter Cancer Support Network
- Directeur – Services des incendies (Forces canadiennes)
- Conseil canadien des directeurs provinciaux et des commissaires des incendies (CCDPCI)

Ateliers

Atelier de l'Association internationale des pompiers (AIP) et de Santé Canada – Réduction de l'exposition professionnelle des pompiers : pratiques exemplaires et intervention

L'AIP, en partenariat avec Santé Canada, a organisé un atelier hybride de deux jours les 26 et 27 octobre 2023 qui a rassemblé plus de 100 participants afin de recueillir leurs points de vue sur les sujets suivants :

- Lacunes en matière de connaissances relatives à l'atténuation de l'exposition;
- Priorités en matière de recherche interventionnelle;
- Détermination des priorités du Canada.

Atelier de l'Association canadienne des chefs de pompiers (ACCP) et de Santé Canada – Assembler le puzzle de la sensibilisation au cancer, des mesures de prévention et de l'accès aux soins chez les pompiers

L'ACCP, en partenariat avec Santé Canada, ont organisé un atelier virtuel les 7 et 8 décembre 2023, visant à fournir aux membres des services d'incendie, ainsi qu'aux décideurs politiques, l'occasion de se réunir et d'apprendre les uns des autres. Voici quels étaient les sujets de l'atelier :

- Expérience vécue par les pompiers, y compris les lacunes et les recommandations;
- Soins aux pompiers atteints de cancers liés à la lutte contre les incendies;
- Application des normes de l'industrie;
- La couverture des cancers des pompiers, l'indemnisation des travailleurs, les programmes de prévention et la législation présomptive dans tout le pays;
- Comment sensibiliser les médecins et les chercheurs aux cancers des pompiers.

Les enregistrements complets des séances de l'atelier sont accessibles disponibles sur la [page Web de l'atelier du ACCP](#).

Engagement provinciale et territoriale sur le Cadre

Le 29 novembre 2023, Santé Canada a organisé un forum consultatif intergouvernemental virtuel qui a permis de réunir des représentants des ministères provinciaux et territoriaux de la santé et du travail :

- mise à jour sur les activités visant à orienter l'élaboration du cadre d'échange d'information entre les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral;
- Étude des possibilités de collaboration entre les différentes administrations pour mettre en œuvre les mesures du Cadre.

Santé Canada a aussi mobilisé des partenaires provinciaux et territoriaux dans le cadre de réunions bilatérales.

Groupe consultatif du gouvernement du Canada

Santé Canada s'est engagé auprès des ministères fédéraux concernés par ce cadre, notamment ceux qui mènent des recherches sur les pompiers, emploient des pompiers fédéraux ou mettent en œuvre des programmes de santé et de sécurité au travail liés aux pompiers. Un groupe consultatif interministériel a été créé pour faire connaître le cadre et examiner les mesures prévues par la loi. En outre, Santé Canada a mené des discussions ciblées avec les ministères concernés afin de recueillir de l'information sur les préoccupations des pompiers fédéraux.

Mobilisation des Autochtones

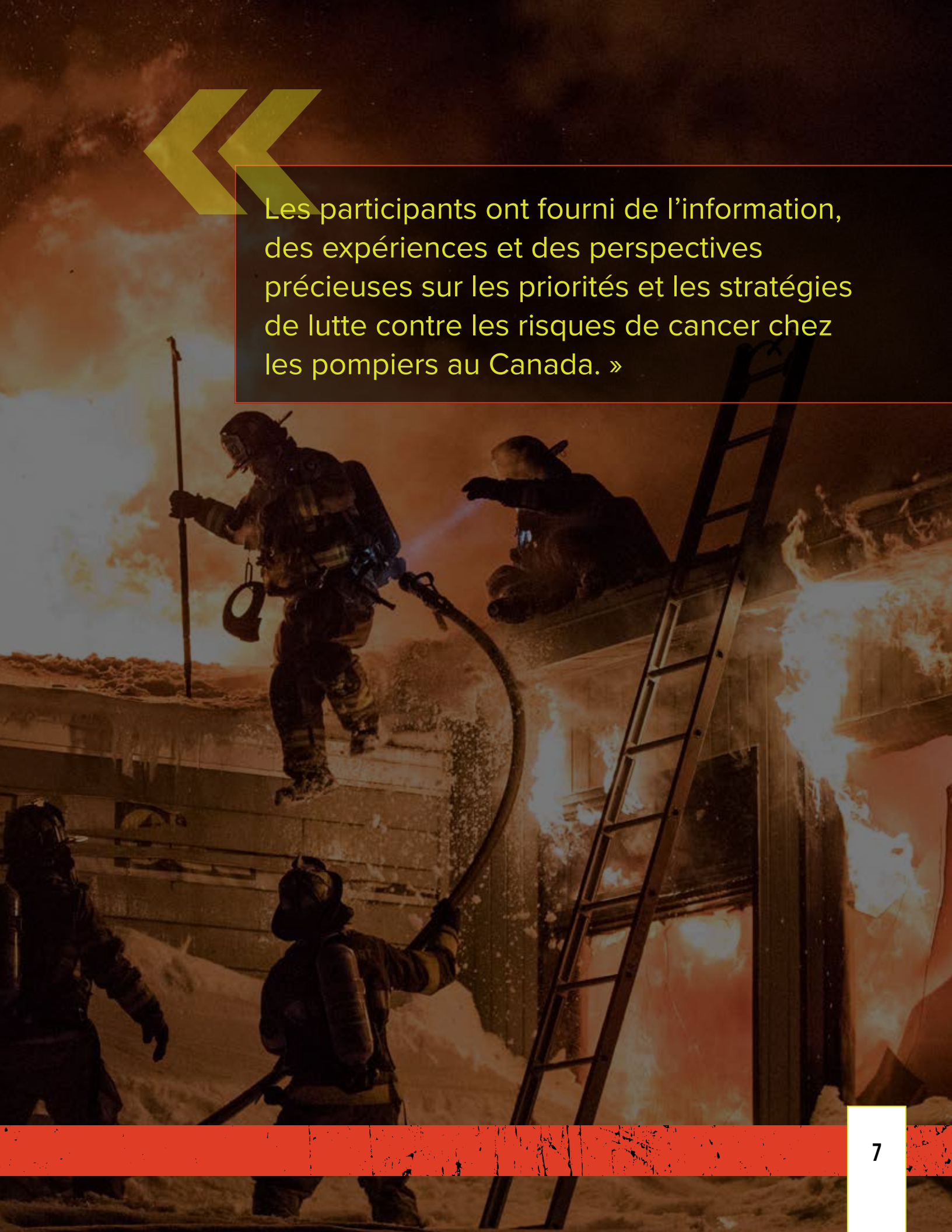
Santé Canada a collaboré avec son Bureau des affaires autochtones et de la participation des Autochtones et Services aux Autochtones Canada (SAC) pour déterminer comment les groupes autochtones et les organismes directeurs autochtones, par l'intermédiaire de leurs partenariats et de leurs réseaux, aimeraient s'impliquer, y compris en sensibilisant les groupes suivants :

- Assemblée des Premières Nations (APN)
- Ralliement national des Métis
- Les Femmes Michif Otipemisiwak
- Inuit Tapiriit Kanatami
- Pauktuutit Inuit Women of Canada
- Association des femmes autochtones du Canada
- Nation Déné
- Conseil des Premières Nations du Yukon
- Congrès des peuples autochtones
- Conseil national autochtone de la sécurité-incendie (CNASI)

Autres engagements bilatéraux

Santé Canada a également facilité les engagements bilatéraux avec d'autres organismes disposant d'une expertise pertinente, notamment :

- Association canadienne des agences provinciales du cancer (CAPCA)
- Partenariat canadien contre le cancer (PCCC)
- Association canadienne des chefs de pompiers - Comité de la prévention du cancer
- CAREX Canada
- Centre interservices des feux de forêt du Canada - conseil de direction
- Collège des médecins de famille du Canada (CMFC)
- Fédération canadienne des municipalités (FCM)
- Conseil canadien des directeurs provinciaux et des commissaires aux incendies (CCDPCI)
- Société canadienne du cancer (SCC)
- Syndicat des employés généraux de la C.-B. (BCGEU) et Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public (SNEGSP)



Les participants ont fourni de l'information, des expériences et des perspectives précieuses sur les priorités et les stratégies de lutte contre les risques de cancer chez les pompiers au Canada. »

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

LUTTE CONTRE LES INCENDIES AU CANADA

Diversité des pompiers au Canada

L'information issue de conversations avec les pompiers et leurs organisations au Canada révèle une image complexe. Bien que tous les pompiers aient pour objectif commun de protéger la santé et la sécurité des Canadiens, leurs rôles et leurs expériences peuvent être très différents. Les facteurs clés comprennent le lieu (p. ex. urbain, rural), le type de pompier (p. ex. bâtiments, forêt, aérodrome, industrie), le statut de l'emploi (temps plein, temps partiel, volontaire, saisonnier, syndiqué) et les caractéristiques démographiques (p. ex. féminin, racisé).

De nombreux participants ont souligné que les expériences vécues par les pompiers de bâtiments en milieu urbain sont très différentes de celles d'autres groupes de pompiers, comme les pompiers volontaires, les pompiers forestiers et les pompiers autochtones. Nous avons entendu que la plupart des recherches, des programmes et des politiques ciblent particulièrement les pompiers de bâtiments et leurs risques.

Les participants s'accordent à dire que les pompiers forestiers ont toujours été négligés et qu'ils sont confrontés à de nombreux défis, d'autant plus que la gravité et la durée des incendies augmentent d'année en année. Les pompiers forestiers sont déployés pendant de longues périodes dans des camps sans accès à des douches ou à une buanderie, disposent d'un équipement de protection limité et travaillent souvent dans plusieurs administrations. Nous avons entendu que, malgré la professionnalisation croissante de la lutte contre les feux de végétation, les pompiers ne savent pas comment se protéger contre l'exposition à des produits chimiques dangereux ou comment obtenir une indemnisation en cas d'accident du travail, y compris en cas de cancer.

De même, les participants ont indiqué qu'il était difficile pour les pompiers volontaires de se protéger contre les expositions dangereuses. Les participants ont indiqué que les volontaires, bien souvent, n'ont pas accès à de l'équipement moderne et à des installations de décontamination. Cela signifie que de nombreux pompiers volontaires transportent leur équipement souillé dans leur propre véhicule et le lave chez eux ou dans des laveries, prolongeant ainsi leur contact avec des produits chimiques dangereux et exposant possiblement d'autres personnes. Nous avons également entendu que les pompiers volontaires ont souvent un accès limité à l'information et aux ressources de formation répondant à leurs besoins particuliers.

Plusieurs partenaires ont souligné les besoins spécifiques des pompiers autochtones, notamment en ce qui concerne la réglementation concernant la santé et la sécurité au travail. Les participants ont exprimé leur point de vue selon lequel les Premières Nations opèrent dans une zone grise sur le plan de la réglementation en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail associées à leurs services d'incendie, et qu'elles disposent souvent de ressources limitées pour la lutte contre les incendies et la protection contre les incendies. Ils ont indiqué que les pompiers autochtones sont confrontés à des inégalités dans l'accès à la couverture de l'indemnisation des accidents du travail.

Onze pour cent des pompiers canadiens sont des femmes (Association canadienne des chefs de pompiers, 2023), mais on sait très peu de choses sur les risques de cancer qui leur sont propres (Centre international de recherche sur le cancer, 2023). Nous avons appris que les femmes peuvent être plus exposées dans le cadre de leur travail parce que l'équipement de protection individuelle (EPI) destiné aux pompiers est traditionnellement conçu pour les hommes et peut ne pas être correctement ajusté. Les participantes ont également indiqué que leurs risques sous-jacents peuvent également différer de ceux des hommes, car les effets de l'exposition des pompiers sur les cancers spécifiques aux femmes et sur la santé reproductive ne sont pas bien connus.

Les participants ont indiqué qu'en dépit de la diversité de leurs rangs, ce qui unit les pompiers de tous les groupes démographiques et de tous les rôles, c'est leur engagement commun à risquer leur vie pour protéger les Canadiens. Cet objectif commun souligne le principe selon lequel « un pompier est un pompier » et mérite un traitement et un soutien égaux, indépendamment de ses fonctions particulières ou du contexte dans lequel il évolue.

« Un pompier est un pompier. »

– PARTICIPANT À LA CONSULTATION

Les intervenants et partenaires ont suggéré qu'à l'avenir, elles estiment qu'il est important de comprendre et de s'adapter aux besoins d'une grande variété de pompiers canadiens. Ils ont déclaré que cette diversité avait une incidence sur leur équipement, leur formation et leurs normes spécifiques, ainsi que sur la manière dont ils se protègent des risques. Les participants ont indiqué que les efforts de prévention et de traitement des cancers liés à la lutte contre les incendies doivent s'adresser à tous les pompiers et reconnaître de la même manière les groupes de pompiers qui ont été traditionnellement exclus de la recherche et de l'orientation.

Orientation de la culture des pompiers vers la santé et la sécurité

Plusieurs participants ont fait remarquer que la mise en œuvre de changements dans les pratiques de santé et de sécurité peut être difficile en raison de la culture du domaine de la lutte contre les incendies. Il a été souligné que pour de nombreux pompiers, un uniforme couvert de suie est considéré comme un « badge d'honneur », symbolisant la bravoure et le travail acharné. Bien que ce point de vue ne soit pas universel, les participants nous ont informés que cette vision traditionnelle peut rendre difficile le changement d'attitude quant à l'importance d'éviter l'exposition et de procéder à une décontamination efficace. Il a été suggéré que pour surmonter cet obstacle culturel, il faudra redéfinir ce que signifie être un pompier efficace et souligner que la protection de la santé est une partie importante de leur dévouement à la profession.

« Les pompiers détestent deux choses :
le changement et l'état actuel des choses. »

– PARTICIPANT À LA CONSULTATION

Les participants ont proposé quelques moyens de relever le défi de la culture enracinée, notamment en fournissant des ressources et des formations supplémentaires, en sensibilisant les responsables des services d'incendie à la question de la santé et de la sécurité, et en introduisant des changements de manière progressive. Les participants ont indiqué que ce changement nécessitera que les pompiers et leurs employeurs travaillent ensemble pour établir un changement systémique et aider à rendre les interventions plus pratiques et plus inclusives. Les participants ont estimé qu'un changement significatif exige un engagement de la part des dirigeants et une adhésion rapide de la part des « leaders d'opinion » au sein des services d'incendie.

Certains participants à la consultation ont également souligné la nécessité d'adopter une approche holistique de la prévention du cancer, car les pompiers sont exposés à des risques supplémentaires qui s'ajoutent aux risques de cancer encourus par le grand public. Ces participants nous ont dit qu'il était important de favoriser les bonnes pratiques de promotion de la santé chez les pompiers, y compris l'exercice, une saine alimentation et l'évitement de l'exposition à d'autres substances cancérigènes en dehors de leur rôle de pompier.

**« Protégez-vous à la maison autant
que vous vous protégez au travail. »**

– PARTICIPANT À LA CONSULTATION

Défis et innovations relatifs à l'équipement des pompiers

Tout au long du processus de mobilisation, les organisations de pompiers ont fait part de leurs difficultés à obtenir de l'équipement adéquat pour leurs membres. Selon le Grand recensement canadien des services d'incendie, 21 % des services d'incendie canadiens n'ont pas de machine à laver et 24 % utilisent l'équipement de protection primaire au-delà de la durée de vie suggérée de 10 ans (Association canadienne des chefs de pompiers, 2023). Les pompiers ont indiqué que la mise en œuvre réussie des efforts de prévention du cancer dépendait d'un équipement et de vêtements de protection adéquats.

Un autre problème soulevé par de nombreux pompiers de bâtiments est l'exposition aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (SPFA) par l'intermédiaire de leur tenue d'intervention. Les SPFA sont des produits chimiques fabriqués par l'homme qui repoussent l'huile, la graisse, l'eau et la chaleur, ce qui les rend extrêmement utiles pour l'équipement de protection des pompiers. Les SPFA ne se décomposent pas facilement et restent dans l'environnement pendant de longues périodes; c'est pourquoi on les qualifie parfois de « substances chimiques éternels ». Certaines SPFA ont été liées à des effets sur la santé humaine, notamment le cancer des reins et des testicules (Santé Canada, 2023). Les pompiers nous ont dit qu'ils souhaitaient voir le développement de tenues d'intervention sans SPFA, tout en reconnaissant que cela pourrait signifier une réduction des exigences de performance pour les tenues d'intervention afin de rendre cela possible, et que de nombreux services d'incendie pourraient ne pas être en mesure d'acheter de nouvelles tenues à court terme.

Nous avons appris que l'équipement des pompiers forestiers représente un défi particulier. Les pompiers forestiers effectuent un travail physiquement exigeant, notamment en marchant sur des terrains accidentés avec des outils lourds, en creusant des lignes de contrôle et en débroussaillant la végétation. Les participants ont indiqué que l'équipement lourd et isolé, y compris la protection respiratoire complète,

n'est pas adapté aux territoires en friche parce qu'ils limitent la mobilité et augmentent le stress thermique. Dans certaines régions du Canada, les services de lutte contre les incendies de forêt mènent des recherches sur les possibilités de protection respiratoire. De nombreux participants ont déclaré que la mise au point d'équipement adéquat pour protéger les pompiers est une priorité.

Incidence du cancer sur les pompiers et leurs familles

Tout au long du processus de mobilisation, les pompiers se sont montrés francs sur les conséquences personnelles profondes d'un diagnostic de cancer. Ils ont souligné à quel point le cancer perturbe leur vie au-delà de la nécessité de soins médicaux. Elle remet en cause leur identité et leurs moyens de subsistance, affectant profondément la sécurité et le bien-être de leurs familles. Les histoires racontées comprenaient la difficulté de s'éloigner de leur rôle de pompier actif et le fait que cela signifiait perdre une partie d'eux-mêmes, soulignant le lien profond qu'ils ont avec leur travail.

Les participants ont également souligné que cette situation était encore complexe en raison des difficultés qu'ils rencontraient pour obtenir une couverture en matière d'indemnisation des accidents du travail, et que cela augmentait le stress et l'incertitude auxquels les pompiers et leurs familles étaient confrontés. Selon leur expérience, les pompiers ont indiqué que l'accès à une indemnisation adéquate, à des soins de santé et à des services de soutien émotionnel est essentiel lorsqu'ils doivent faire face aux conséquences d'un diagnostic de cancer.

Les politiques d'indemnisation des pompiers varient d'une province et d'un territoire à l'autre, ainsi qu'en fonction du type de pompier. Les participants ont indiqué que cette incohérence crée un processus difficile à gérer, qui peut nécessiter l'intervention d'avocats, des examens médicaux et des recours pendant de nombreuses années. On nous a dit que pour de nombreuses familles, cette situation a conduit à une instabilité financière et à des tensions émotionnelles pendant les périodes de vulnérabilité. Les pompiers ont suggéré que le système doit être amélioré pour aider à gérer ces tensions.

SENSIBILISATION ET ÉCHANGE D'INFORMATION

Connaissance des risques de cancer chez les pompiers

L'une des principales questions soulevées par les intervenants et partenaires est la nécessité de sensibiliser les différents groupes aux risques de cancer chez les pompiers. Les pompiers ont fait valoir que, malgré des décennies de recherche dans le domaine démontrant leur risque accru de cancer, selon leur expérience, de nombreux professionnels de la santé, décideurs politiques et le public ne savent rien de la situation. Ils ont exprimé leur frustration quant à leur expérience au sein du système de soins de santé, en particulier en ce qui concerne l'ignorance par les médecins de leurs risques élevés de cancer.

Les intervenants et partenaires ont également indiqué que les efforts de sensibilisation devraient aussi cibler le grand public canadien. Nous avons entendu dire que l'amélioration de la sensibilisation du grand public à cette question est une occasion de communiquer l'importance des efforts de base en matière de prévention des incendies, y compris l'installation de détecteurs de fumée fonctionnels. Les participants ont indiqué que la prévention des incendies contribuait de manière significative à la prévention du cancer chez les pompiers. Ils ont suggéré que le mois de sensibilisation au cancer des pompiers, qui a lieu chaque année en janvier, soit l'occasion d'informer le public sur cette question et sur le rôle qu'il joue dans la protection des pompiers.

Échange d'information accessible et collaboratif

De nombreux intervenants et partenaires ont évoqué la difficulté de trouver de l'information simple et concise sur le cancer des pompiers. On nous a dit que les politiques relatives aux pratiques exemplaires, à la couverture de l'indemnisation des travailleurs et aux tests de diagnostic variaient à l'échelle du pays, et que les pompiers ne comprenaient pas pourquoi il y avait des différences. Les participants ont suggéré que l'information utilisée pour prendre des décisions dans une administration soient partagées avec d'autres administrations.

Les pompiers et leurs organisations ont fait état d'un manque d'accès à de l'information fiable et directe sur leurs risques de cancer. En outre, ils ont souligné que l'information disponible n'est pas répartie de manière égale entre les différents groupes de pompiers. Par exemple, si certains pompiers reçoivent de l'information de leur employeur ou de leur syndicat, d'autres groupes, comme les pompiers volontaires, n'ont souvent pas accès à l'information pertinente.

Pour améliorer la situation, les intervenants et partenaires ont indiqué qu'ils avaient besoin d'un endroit facile d'accès pour toute l'information pertinente sur ce sujet. Ils ont suggéré qu'un centre d'information soit créé pour compiler et résumer les dernières découvertes et les pratiques exemplaires concernant le cancer chez les pompiers, afin de constituer une ressource canadienne complète.

« Il s'agit d'un portail à guichet unique, accessible à tous, qui permet de tout savoir, des pratiques exemplaires à l'information sur les SPFA dans l'équipement. Ce qu'il faut faire, ce qu'il ne faut pas faire... La rupture avec ce que [les pompiers] font réellement dans une journée. »

– PARTICIPANT À LA CONSULTATION

RECHERCHE ET COLLECTE DE DONNÉES

Participation à la recherche et accessibilité

Au cours du processus de mobilisation, les pompiers ont fait part de leurs préoccupations quant à l'utilisation inefficace des résultats de la recherche. Ils suggèrent d'impliquer les pompiers dans le processus de recherche dès le début afin de s'assurer que les études sont pertinentes dans leur contexte et qu'elles peuvent contribuer à leur travail quotidien. Ils croyaient que leurs perspectives uniques pouvaient aider à cerner les lacunes sur le plan de la recherche, à déterminer les domaines prioritaires et à transmettre les réalités pratiques de leur travail.

Les chercheurs canadiens qui collaborent directement avec les pompiers et leurs organisations ont souligné l'importance de ce partenariat pour mener des recherches dans les conditions difficiles auxquelles les pompiers sont confrontés. Par exemple, il a été noté que l'accès aux camps de base où les pompiers forestiers vivent pendant leur service n'est possible qu'avec l'autorisation de leurs employeurs. Cela nécessite une collaboration étroite entre les chercheurs et les groupes de pompiers.

Les pompiers ont également demandé que les résultats de la recherche soient communiqués dans un langage clair et direct qu'ils puissent facilement comprendre et appliquer. Ils ont fait part de leur point de vue selon lequel la recherche ne leur est pas facilement accessible et n'a pas été convertie en pratiques concrètes. Ils ont déclaré qu'ils souhaiteraient des lignes directrices et des infographies concises sur la compréhension de leurs risques de cancer et sur la manière de se protéger au travail, car ils ne peuvent pas se permettre d'attendre des décennies pour connaître les mesures de protection qu'ils devraient mettre en œuvre aujourd'hui.

Ils ont déclaré qu'ils souhaiteraient des lignes directrices et des infographies concises sur la compréhension de leurs risques de cancer et sur la manière de se protéger au travail, car ils ne peuvent pas se permettre d'attendre des décennies pour connaître les mesures de protection qu'ils devraient mettre en œuvre aujourd'hui. Ils ont suggéré qu'en sollicitant la participation des pompiers plus systématiquement et directement dans la recherche et en se concentrant sur des conseils clairs et pratiques, ils seront mieux à même de prendre soin de leur propre santé et de leur sécurité.

« La création d'infographies rend l'information accessible aux [pompiers]. Une carte postale peut avoir plus d'impact qu'une pile d'études. »

– PARTICIPANT À LA CONSULTATION

Comprendre les expositions des pompiers

L'une des principales lacunes relevées par les chercheurs est le manque de données sur l'exposition des pompiers aux produits chimiques dangereux. Selon eux, il est essentiel de comprendre l'exposition des pompiers à différents types d'incendies et leurs conditions de travail pour comprendre le lien entre la lutte contre les incendies et le cancer et, par la suite, prendre des mesures pour prévenir ces cancers.

Nous avons également appris qu'il est extrêmement difficile de mesurer les niveaux d'exposition des pompiers pendant qu'ils travaillent activement, en raison de la nature de leur travail. Les chercheurs ont expliqué que les pompiers travaillent dans des environnements exigeants et dangereux, ce qui rend difficile le suivi en temps réel des produits chimiques auxquels ils sont exposés. Ils ont déclaré que la mesure de l'exposition des pompiers est complexe dans les casernes urbaines et encore plus dans les milieux ruraux et sauvages. On nous a dit que c'est la raison pour laquelle les expositions des pompiers forestiers, volontaires et en milieu rural restent mal connues, ce qui complique les efforts visant à évaluer les effets sur leur santé.

« L'un des processus les plus importants est la création de recherches applicables. Nous n'avons pas besoin d'en savoir beaucoup plus sur le cancer, mais nous avons besoin de recherches sur les politiques de prévention du cancer. »

– PARTICIPANT À LA CONSULTATION



Les chercheurs et les organisations de pompiers ont indiqué qu'ils souhaitaient recueillir des données sur l'exposition dans ces conditions de travail uniques. Ils ont souligné que la compréhension de l'exposition jette les bases d'une indemnisation adéquate pour les cas de cancer et contribue à la prévention des cas de cancer à l'avenir.

« Si c'est sur vous, c'est en vous. »

– PARTICIPANT À LA CONSULTATION

Faire progresser la recherche sur le cancer chez les pompiers grâce à un registre national des pompiers

Au cours des discussions axées sur la recherche, plusieurs participants ont mentionné l'importance de recueillir de meilleures données sur le cancer chez les pompiers au Canada et le fait qu'un portrait plus juste de l'état de santé des pompiers permettra de cerner les priorités en matière de recherche et d'intervention.

Comme l'ont noté les chercheurs tout au long du processus de mobilisation, la recherche établissant un lien entre la lutte contre les incendies et les risques accrus de cancer s'est principalement concentrée sur les pompiers de bâtiments de carrière et de sexe masculin. Selon les chercheurs, cette orientation est attribuable à la disponibilité limitée de données pour d'autres groupes de pompiers et à la difficulté d'obtenir des échantillons de taille suffisante pour étudier efficacement leurs résultats en matière de cancer. Cependant, ils ont déclaré qu'il était important de comprendre les risques de cancer au sein d'autres groupes, tels que les pompiers forestiers et les pompières.

Certains participants ont suggéré que la création d'un registre national des pompiers permettrait de combler ce manque de données. On nous a dit que la création d'un registre permettrait de mener des études de plus grande envergure sur les pompiers, en particulier sur des sous-groupes tels que les pompiers forestiers et les pompières, et qu'il serait possible de suivre l'évolution de l'état de santé des pompiers au fil du temps. Pour être le plus utile possible, les participants ont déclaré que le registre devrait inclure des données historiques sur l'emploi des pompiers afin de permettre une compréhension des résultats du cancer aujourd'hui et à l'avenir. Nous avons entendu dire qu'il devrait également être facilement accessible aux chercheurs de partout au pays. Certains chercheurs ont également déclaré que l'inclusion des données d'exposition dans le registre serait très instructive et comblerait une lacune importante dans la compréhension du cancer chez les pompiers.

DÉPISTAGE ET TESTS DE DIAGNOSTIC

Difficultés d'accès aux tests de diagnostic

Les pompiers ont fait part de leur frustration de savoir qu'ils courent un risque plus élevé de cancer, mais de ne pas avoir l'impression que leurs médecins entendent leurs préoccupations. Plusieurs pompiers ont raconté avoir dû informer leur médecin de leurs risques accrus de cancer et ne pas avoir pu bénéficier du dépistage qu'ils jugeaient approprié. Ils craignent que leur cancer soit détecté à un stade plus avancé, ce qui entraînerait une détérioration de leur état de santé.

Les pompiers et leurs organisations estiment que les professionnels de la santé doivent être davantage sensibilisés aux risques de cancer auxquels ils sont exposés et à la manière d'adapter les soins en fonction de ces risques. Les organisations de pompiers ont indiqué qu'elles avaient créé des ressources pour améliorer la communication entre les pompiers et leurs fournisseurs de soins médicaux, y compris **une lettre au médecin** qui souligne les risques élevés de cancer auxquels les pompiers sont confrontés et suggère des tests de diagnostic spécifiques. Certains pompiers ont déclaré que ces lettres leur avaient permis d'obtenir le soutien de leur médecin et de favoriser la compréhension entre le patient et le médecin. En fin de compte, les intervenants et partenaires ont convenu qu'une relation solide entre un patient et son médecin est un facteur clé dans l'amélioration de la santé du patient et que l'éducation des patients et des professionnels de la santé peut jouer un rôle dans le renforcement de cette relation.

« Il y a une énorme lacune dans les soins médicaux, en particulier avec les [médecins généralistes] pour les sensibiliser au lien entre les pompiers et le cancer. »

– PARTICIPANT À LA CONSULTATION

Les participants ont également soulevé des problèmes systémiques plus importants qui rendent difficile l'accès des pompiers aux tests de diagnostic. Par exemple, nous avons appris qu'il peut être difficile et coûteux pour les pompiers des communautés éloignées d'accéder à certains tests de diagnostic, car les installations sont situées à l'extérieur de leur communauté. On nous a dit que de nombreux pompiers n'ont pas de médecin traitant, ce qui rend difficile l'accès à un suivi médical régulier.

Limitations quant au diagnostic de cancers liés aux pompiers

Les médecins et les associations de lutte contre le cancer avec lesquels nous nous sommes entretenus ont souligné que les programmes de dépistage au niveau de la population n'existent que pour les cancers du sein et du col de l'utérus, ainsi que le cancer colorectal et le cancer du poumon. Cela signifie que bon nombre des cancers les plus fortement liés à la lutte contre les incendies (p. ex. le mésothéliome, le cancer de la vessie, le cancer de la prostate, le cancer des testicules, le mélanome et le lymphome non hodgkinien) ne font pas l'objet de programmes de dépistage au niveau de la population (Centre international de recherche sur le cancer, 2023). Les médecins ont noté que la détection précoce de ces cancers repose sur une solide relation patient-médecin et sur un suivi médical régulier.

Les associations de lutte contre le cancer et les chercheurs ont également exprimé leur inquiétude quant à la possibilité d'un dépistage excessif, déclarant que les tests de diagnostic ne sont pas parfaits et qu'ils comportent des risques. Par exemple, on nous a dit qu'il y a toujours un certain nombre de personnes qui obtiennent un résultat faussement positif lors d'un test de diagnostic, ce qui entraîne des traitements médicaux inutiles et une détresse émotionnelle. Les participants ont indiqué que les tests qui exposent la personne au rayonnement (tels que les tomodensitogrammes) doivent également être utilisés avec précaution afin de minimiser l'exposition. Les intervenants et partenaires axés sur les soins de santé ont mis en garde contre le fait que les tests de diagnostic doivent être évalués en fonction des risques possibles.

Les médecins ont également indiqué que leur capacité à demander des tests peut être limitée par les lignes directrices et les politiques de leur régime provincial de soins de santé. Ils ont indiqué que la commande de tests spécifiques, tels que les tomodensitogrammes à faible dose, peut s'avérer difficile, à moins qu'ils ne soient explicitement indiqués pour le patient dans les directives médicales. Ils ont suggéré qu'une orientation clinique sur les tests de diagnostic pour les pompiers les aiderait à justifier la commande de ces tests. Ils ont également indiqué qu'il serait utile d'avoir accès à des résumés concis et fondés sur des données probantes concernant les risques de cancer auxquels sont exposés les pompiers et les meilleurs moyens de surveiller leur santé.



NORMES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Les participants ont expliqué que la réglementation de la santé et sécurité au travail (SST) jettent les bases de la protection des pompiers contre le cancer en établissant des normes pour l'EPI, les procédures de décontamination, la conception des installations et de l'équipement, et la formation. Ils ont indiqué qu'au Canada, cette réglementation varie entre le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires, ainsi qu'entre les différents groupes de pompiers. Les intervenants et partenaires craignent que cette incohérence entraîne des différences dans le niveau de protection des pompiers à l'échelle du pays.

Nous avons appris que les groupes de pompiers canadiens utilisent souvent les règlements et les pratiques élaborés par la National Fire Protection Association (NFPA), un organisme américain. Les pompiers nous ont dit que les normes de la NFPA ne sont pas toujours adaptées au contexte canadien, compte tenu des différences dans les environnements opérationnels et la disponibilité des ressources. Les participants ont également noté que les normes NFPA sont fortement axées sur la lutte contre les incendies de bâtiments et n'incluent pas nécessairement des normes et des procédures pour d'autres groupes de pompiers.

Certains participants ont déclaré que les pompiers forestiers pouvaient être particulièrement vulnérables en raison du nombre limité de réglementations en matière de SST et de leur application à ce groupe. Les organisations de lutte contre les feux de végétation ont indiqué que les pompiers travaillent le plus souvent dans des régions éloignées où l'accès à des douches ou à d'autres installations de décontamination est très limité, ce qui rend très difficile la mise en œuvre des normes de SST en matière de prévention du cancer. Ils ont estimé que pour remédier à ces limitations, il faudrait mener des recherches ciblées, innover en matière d'équipement et de tactiques et s'engager à adapter les normes de SST aux besoins et aux défis spécifiques de la lutte contre les feux de végétation.

Certains participants ont demandé à ce que le Canada adopte une approche plus unifiée des normes et des pratiques de lutte contre les incendies. Les priorités suggérées comprennent l'harmonisation des normes dans la mesure du possible, l'assurance que tous les types de pompiers sont couverts de manière adéquate et la création de normes spécifiques au Canada si nécessaire. Certains intervenants ont également souligné la nécessité de faire respecter les normes et les pratiques, tout en notant que cela peut être coûteux.



PROTECTION DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL

L'une des principales préoccupations des pompiers est l'inégalité de la protection présumée des accidentés du travail à l'échelle du pays, et même entre les groupes de pompiers. Les clauses de présomption sont importantes pour les pompiers parce qu'elles éliminent la nécessité d'une documentation détaillée pour prouver que leur état est lié au travail et rationalisent ainsi le processus de demande d'indemnisation. Ils ont indiqué qu'il pouvait être très long de se battre pour obtenir une indemnisation offerte aux accidentés du travail pour un cancer qui ne bénéficie pas d'une protection présomptive. Ils ont expliqué comment un pompier de bâtiments travaillant en Ontario peut bénéficier d'une indemnisation pour son cancer alors qu'un pompier de l'autre côté de la rivière, au Québec, n'en bénéficie pas, même s'ils travaillent côte à côte sur les mêmes incendies. Les pompiers ont fait valoir que ce système disparate n'est pas seulement déroutant, mais aussi injuste.

Les pompiers ont souligné que chaque province et territoire établit ses politiques, sa réglementation et ses critères d'indemnisation, mais ont noté que le fondement de ces décisions n'est pas toujours clair. Ils ont estimé que leur exposition aux produits chimiques dangereux était essentiellement la même dans tout le pays, que les preuves en étaient cohérentes, et que leur indemnisation dépendait pourtant de leur code postal. Les intervenants ont appelé à une approche unifiée dans laquelle les provinces et les territoires partageraient de l'information et adopteraient une norme commune pour la protection présumée.

« Je veux m'assurer que la protection et la protection présomptive sont équitablement réparties entre tous les travailleurs du pays. »

– PARTICIPANT À LA CONSULTATION

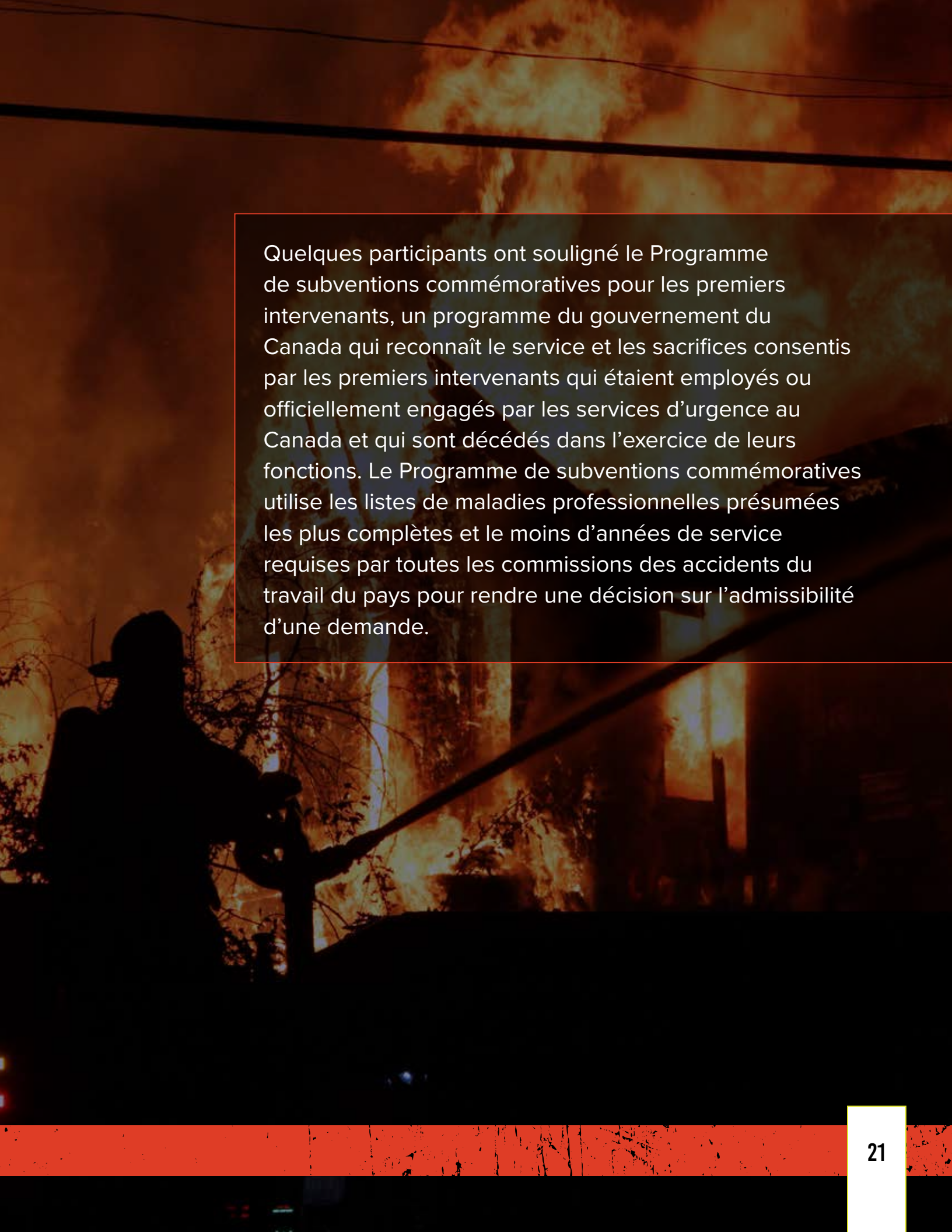
Les participants ont indiqué que les pompiers fédéraux sont couverts par la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État (LIAE)*, qui est administrée en partenariat avec les commissions provinciales d'indemnisation des accidents du travail. Toutefois, ils ont noté que les pompiers fédéraux ne bénéficient pas toujours des clauses de présomption provinciales en raison de la définition étroite des groupes professionnels couverts, malgré les efforts récents visant à combler ces lacunes.

Les pompiers forestiers ont souligné une lacune dans le système actuel, à savoir qu'ils ne bénéficient pas d'une protection présumée contre le cancer dans la quasi-totalité des provinces et des territoires. Leur travail est saisonnier et pangouvernemental, ce qui, selon eux, complique également les demandes d'indemnisation des travailleurs. Plusieurs intervenants ont indiqué qu'ils trouvaient cela particulièrement préoccupant étant donné la fréquence et l'intensité croissantes des feux incontrôlés au Canada et la nécessité de recruter davantage de pompiers.

« Les lois de présomption ne devraient pas être dictées par le lieu de résidence d'une personne. Si vous êtes exposé, vous êtes exposé. »

– PARTICIPANT À LA CONSULTATION

Un certain nombre de pompiers ont expliqué que le fait de se battre pour obtenir une protection par un régime d'indemnisation des accidentés du travail peut entraîner des contraintes financières et émotionnelles importantes pour eux-mêmes et leur famille pendant une période déjà difficile. Les pompiers et leurs organisations ont déclaré qu'il y avait un besoin urgent de directives nationales et d'une approche unifiée pour remédier aux disparités dans la protection présumée à l'échelle du Canada. Ils ont déclaré que tous les pompiers devraient bénéficier d'une protection équitable et complète pour les problèmes de santé liés à leur service.

A firefighter in silhouette is shown in the foreground, holding a hose and spraying water towards a large, intense fire at night. The fire is the central focus, with bright orange and yellow flames and thick black smoke rising into the dark sky. The firefighter's gear, including a helmet and jacket, is visible in silhouette against the bright light of the fire. The overall scene is dramatic and highlights the bravery of emergency responders.

Quelques participants ont souligné le Programme de subventions commémoratives pour les premiers intervenants, un programme du gouvernement du Canada qui reconnaît le service et les sacrifices consentis par les premiers intervenants qui étaient employés ou officiellement engagés par les services d'urgence au Canada et qui sont décédés dans l'exercice de leurs fonctions. Le Programme de subventions commémoratives utilise les listes de maladies professionnelles présumées les plus complètes et le moins d'années de service requises par toutes les commissions des accidents du travail du pays pour rendre une décision sur l'admissibilité d'une demande.

GLOSSAIRE

Cancer : une maladie causée par la croissance incontrôlée et la propagation de cellules anormales partout dans le corps. Les pompiers sont exposés de manière disproportionnée à un niveau plus élevé de produits chimiques nocifs, de fumée, de suie, de matières dangereuses et de substances cancérigènes présentes dans les environnements de lutte contre l'incendie, ce qui augmente fondamentalement leur risque de développer un cancer et d'en mourir.

Cancérogène : Une substance ou un agent qui a le potentiel de provoquer un cancer dans les cellules ou tissus vivants.

CIFFC : Le Centre interservices des feux de forêt du Canada – est un organisme de coordination à but non lucratif qui facilite la coopération et l'échange d'information entre les différents organismes gouvernementaux participant à la gestion des feux de forêt (tant au niveau fédéral et qu'aux niveaux provincial et territorial).

Test de diagnostic : Un test de diagnostic est effectué lorsqu'une personne présente des symptômes d'une affection particulière, alors que le dépistage est utilisé pour les personnes asymptomatiques qui ne présentent aucun signe ou symptôme d'une affection particulière.

Rapport de situation préliminaire sur les SPFA : Un document préliminaire qui fournit une évaluation de la situation actuelle concernant les substances per- et polyfluoroalkyles (SPFA), un groupe de produits chimiques fabriqués par l'homme qui ont été largement utilisés dans les textiles et l'équipement de lutte contre les incendies (entre autres applications). Ce rapport a été publié pour consultation publique le 20 mai 2023. Il comprend de l'information sur les sources de contamination par les SPFA pour les pompiers, l'étendue de la contamination par les SPFA dans un environnement de lutte contre les incendies, les impacts potentiels sur la santé humaine et l'environnement, les mesures réglementaires, les efforts de recherche et de surveillance en cours, et des recommandations pour atténuer la contamination par les SPFA dans un environnement de lutte contre les incendies. Le rapport préliminaire indique que le rapport n'est pas encore finalisé.

CIRC : Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) est un organisme intergouvernemental faisant partie de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Sa mission est de mener des recherches sur les causes du cancer. En juin 2022, le CIRC a mis à jour la classification de la lutte contre les incendies, passant du groupe 2A « peut-être cancérigène pour l'homme » au groupe 1 « cancérigène pour les humains ».

Pompier/pompière : Personne formée dont la responsabilité principale est d'intervenir face aux incendies, aux urgences et à d'autres incidents afin de protéger la vie, les biens et l'environnement. Les pompiers travaillent dans divers environnements, tels que les services municipaux de lutte contre les incendies, les installations industrielles, les aéroports, les bases militaires, les navires de guerre et les zones sauvages, pour éteindre les incendies, effectuer des sauvetages, fournir des soins médicaux d'urgence et accomplir d'autres tâches essentielles pour garantir la sécurité publique.

Inspecteur des incendies : Personne qualifiée chargée d'inspecter les bâtiments, les structures et les propriétés pour s'assurer qu'ils sont conformes aux codes de prévention des incendies, à la réglementation et aux normes de sécurité, et d'enquêter sur les incendies.

Chef des pompiers : L'agent le plus haut placé d'un service des incendies ou une organisation de lutte contre les incendies, responsable de la supervision et de la gestion de tous les aspects de la protection contre les incendies, des interventions d'urgence et des opérations du service des incendies.

Commissaire aux incendies : Au Canada, le rôle d'un commissaire aux incendies peut varier selon la province ou le territoire. En règle générale, un commissaire aux incendies au Canada est un haut fonctionnaire chargé de superviser et de réglementer les services d'incendie au sein d'une administration particulière. Le commissaire aux incendies peut avoir diverses fonctions, notamment fixer des normes de sécurité, effectuer des inspections, délivrer des permis et fournir des conseils en matière de prévention des incendies et d'intervention en cas d'urgence. Les responsabilités et les pouvoirs particuliers d'un commissaire aux incendies au Canada peuvent varier en fonction de la province ou du territoire dans lequel il travaille. Certaines provinces disposent d'un bureau du commissaire aux incendies qui supervise et soutient le service des incendies dans toute la région.

Chef du service des incendies : Un haut fonctionnaire qui est l'autorité technique en matière de protection contre les incendies.

GC : Gouvernement du Canada

Expositions professionnelles : Contact ou interaction qui se produit pendant les heures de service; pour les pompiers, il peut s'agir de divers dangers physiques, chimiques, biologiques ou psychosociaux qui peuvent constituer un risque pour leur santé et leur sécurité. Ces expositions peuvent se produire par inhalation, ingestion, contact avec la peau ou par d'autres moyens lors de l'exécution des tâches de lutte contre les incendies.

SPFA : Les substances per- et polyfluoroalkyles (SPFA) sont un groupe de produits chimiques utilisés pour fabriquer des revêtements fluoropolymères qui résistent à la chaleur, à l'huile, aux taches, à la graisse et à l'eau. Les SPFA ont été classées parmi les substances cancérigènes du groupe 2B, qui peuvent être cancérigènes pour les humains.

Législation présomptive pour les pompiers : Une mesure juridique qui établit une présomption que certaines conditions, maladies ou blessures sont liées au travail pour un groupe spécifique d'individus, généralement dans le but d'obtenir des prestations d'indemnisation des travailleurs. Dans le contexte de la législation de présomption pour les pompiers, certaines lois ou réglementations peuvent établir une présomption selon laquelle certains types de cancer ou d'autres problèmes de santé sont considérés comme ayant été causés par les risques inhérents à la lutte contre les incendies. Cela signifie que si un pompier est diagnostiqué avec une condition spécifique couverte par la législation de présomption, il est présumé que la condition est liée au travail jusqu'à preuve du contraire. Cela peut simplifier le processus d'accès des pompiers à l'indemnisation, aux prestations et/ou aux soins médicaux pour des conditions particulières.

EPI : L'équipement de protection individuelle (EPI) désigne tout équipement porté par une personne pour se protéger d'un danger possible ou de risques environnementaux. Il est conçu pour minimiser l'exposition aux risques chimiques, biologiques et aériens. L'EPI peut comprendre des gants, des lunettes, des masques, des écrans faciaux et/ou des chaussures de sécurité.

Indemnisation des travailleurs : Il s'agit d'une forme d'assurance qui prévoit le remplacement du salaire et des prestations médicales pour les employés qui se blessent ou tombent malades dans le cadre de leur travail. Les commissions des accidents du travail (CAT) fonctionnent indépendamment du contrôle ou de l'interférence directe du gouvernement et conservent un certain degré d'autonomie dans leur prise de décision et leur fonctionnement. Cette indépendance permet aux CAT de prendre des décisions sur la base de règles, de la réglementation et de lignes directrices établies, sans subir d'influence indue de la part de représentants du gouvernement ou de considérations politiques. En étant indépendantes, les CAT ont pour but de promouvoir la responsabilité, l'efficacité et le traitement équitable des travailleurs accidentés tout en respectant les principes de justice et d'équité dans l'indemnisation des accidents du travail, des maladies ou des handicaps.

RÉFÉRENCES

Association canadienne des chefs de pompiers (2023) *Le grand recensement canadien des pompiers (2023)*

Chelene C. Hanes, X. W.-A. Fire-regime changes in Canada over the last half century. *Canadian Journal of Forest Research*, vol. 49, no, 3 (2019), pp. 256-269.

Santé Canada. (2023). *ÉBAUCHE Rapport sur l'état des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (SPFA)*.

Centre international de recherche sur le cancer. (2023). *Occupational Exposure as a Firefighter*. Tiré du site suivant : <https://publications.iarc.fr/615>



ANNEXE A – DOCUMENTS D'INFORMATION POUR LES ENTRETIENS AVEC LES INFORMATEURS CLÉS

Les informations suivantes ont été fournies aux participants avant leurs entrevues avec des informateurs clés (qui ont eu lieu de juin 2023 à janvier 2024) pour les aider à se préparer.

En préparation de votre entretien avec un informateur clé de Santé Canada, veuillez trouver l'information suivante :

Objectif : Grâce à une série d'entrevues avec des informateurs clés, Santé Canada souhaite recueillir un large éventail de points de vue auprès d'intervenants et d'experts clés afin de contribuer à l'élaboration d'un cadre national sur les cancers liés à la lutte contre les incendies. Nous sollicitons vos conseils et votre avis sur les mesures les plus pressantes pour faire progresser les efforts de sensibilisation et de soutien à l'amélioration de l'accès des pompiers à la prévention et au traitement du cancer.

Contexte : Santé Canada élabore un cadre national sur les cancers liés à la lutte contre les incendies, en réponse à la récente *sanction royale du projet de loi C-224 – Loi relative au cadre national sur les cancers liés à la lutte contre les incendies*.

Le cadre national sera conçu pour sensibiliser aux cancers liés à la lutte contre les incendies et pour améliorer l'accès des pompiers à la prévention et au traitement du cancer. Il visera à fournir une orientation commune aux intervenants pour lutter contre le cancer chez les pompiers, notamment par des mesures visant à faire ce qui suit :

- Déterminer les besoins en matière de formation, d'éducation et d'orientation des professionnels de la santé
- Formuler des recommandations concernant le dépistage régulier des cancers liés à la lutte contre les incendies
- Soutenir la recherche sur les liens entre certains cancers et la lutte contre les incendies
- Promouvoir la recherche, la collecte de données et l'échange des connaissances
- Résumer les normes dans lesquelles des cancers sont liés à la lutte contre les incendies
- Promouvoir activement le « Mois de la sensibilisation au cancer chez les pompiers » tous les mois de janvier

Questions de discussion : Nos questions de discussion conçues pour obtenir votre avis sur chaque mesure du cadre de référence afin de comprendre : Comment décririez-vous l'état actuel de cette mesure? En quoi consiste une mesure significative ou une réussite? Existe-t-il des entités internationales ou des leaders dans ce domaine dont nous devrions nous inspirer ou avec lesquels nous devrions envisager un partenariat?

1. **Mandat :** Quel est votre mandat et quel est le groupe ou quels sont les intervenants que vous représentez?
2. **Impact et priorités :** Comment ce cadre national peut-il aider les pompiers? Quels sont les éléments les plus importants? À quoi ressemblerait la réussite?
3. **Besoins de formation des professionnels de la santé :** Quels sont les domaines dans lesquels les professionnels de la santé ont besoin d'une formation complémentaire en ce qui concerne le cancer chez les pompiers?
4. **Dépistage :** Quels sont, selon vous, les principaux obstacles qui empêchent les pompiers de se soumettre à des dépistages réguliers du cancer?
5. **Recherche :** Quelles devraient être les priorités de la recherche future sur le lien entre la lutte contre les incendies et le cancer? Que peuvent faire les chercheurs pour rendre leurs résultats plus accessibles et applicables?
6. **Échange de l'information et des connaissances :** Comment pouvons-nous améliorer la sensibilisation à cette question? Existe-t-il des ressources ou des sites web internationaux qui, selon vous, servent de référence ou de meilleure pratique dans ce domaine? Quels sont les types d'initiatives qui, selon vous, auraient le plus d'impact pendant le mois de sensibilisation au cancer chez les pompiers? Qui devrait mener ces initiatives?
7. **Normes nationales :** Quels sont, selon vous, les principaux obstacles à une plus grande harmonisation de la couverture dans les provinces? À quoi ressemble une mesure importante ou une réussite dans ce domaine? Comment souhaiteriez-vous que les pompiers et les organisations qui les représentent participent au processus?
8. **La diversité :** Comment pouvons-nous nous assurer que les besoins de tous les pompiers sont satisfaits, en particulier en ce qui concerne les groupes tels que les femmes, les Autochtones et les pompiers volontaires?
9. **Consultation :** Quelles autres organisations ou quels autres experts ou intervenants recommanderiez-vous de consulter dans le cadre de l'élaboration du cadre national?
10. **Autres commentaires :** Avez-vous d'autres idées ou conseils à partager?

Remarque : Nous prévoyons que plusieurs membres de l'équipe observeront votre entretien afin de contribuer à l'élaboration du cadre de référence et nous souhaiterions enregistrer l'entretien pour référence ultérieure. Nous vous demanderons votre autorisation avant de commencer l'enregistrement.

Nous vous remercions de participer à une entrevue auprès des principaux intervenants.